

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques franco-péruviennes, à Lima le 23 février 2016.

Monsieur le Président, cher ami,  
Mesdames, Messieurs les ministres,  
Mesdames, Messieurs les représentants des entreprises,  
Mesdames, Messieurs.

D'abord, je suis ici dans un centre de conférences comme il en existe peu au monde et je comprends mieux pourquoi de grands événements y ont été accueillis et notamment ces dernières semaines, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Je sais que des entreprises françaises contribuent aussi à l'organisation de ces événements. Déjà à nous deux, Pérou et France, nous avons donc la capacité de répondre à toutes les sollicitations qui peuvent nous être faites du monde entier et être à un niveau d'excellence.

Mais je voulais commencer ma visite en Amérique latine par le Pérou, d'abord parce que j'ai des relations d'amitié avec le Président HUMALA, et ensuite parce que le Pérou est un des pays qui connaît un des taux de croissance les plus élevés en Amérique latine. Et même s'il y a depuis plusieurs mois des difficultés conjoncturelles, le Pérou garde une croissance supérieure à 3 %. Je voulais aussi commencer par le Pérou parce que depuis 2012, avec le Président, nous avons noué un partenariat qui a donné des résultats. Nos échanges commerciaux progressent à un rythme rapide. Rien que l'année dernière, ils ont progressé de 30 % et cela vaut aussi bien pour les exportations péruviennes vers la France que pour les exportations françaises vers le Pérou. Nous avons voulu aussi que des entreprises puissent nouer des alliances et que l'investissement puisse être promu, notamment ici, au Pérou.

80 entreprises françaises sont déjà là et d'autres, ici représentées, s'apprêtent également à s'installer. Cela représente d'ores et déjà 15.000 emplois pour le Pérou mais aussi de nombreux emplois pour la France, car chaque fois qu'il y a 15.000 emplois pour le Pérou, il y a aussi de nombreux emplois pour la France, car chaque fois qu'il y a un investissement français à l'étranger, il y a toujours un retour pour l'activité en France.

Nous sommes présents dans des domaines qui sont ceux de l'avenir : l'énergie, l'eau, les transports, l'assainissement, l'agroalimentaire, la santé, la construction. Bref, tout ce que nous avons établi lors de la COP21, tout ce qui va être maintenant généré par les investissements liés à la transition écologique et énergétique. Toutes les conditions sont donc réunies pour que nous puissions encore aller plus loin. D'abord parce que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Pérou est entré en vigueur en 2013 et qu'il y a donc toutes les facilités pour les échanges. Reste encore quelques obstacles mais qui seront progressivement levés. Je pense au secteur sanitaire pour l'agroalimentaire, comme pour les vins et spiritueux. Il serait dommage pour vous de vous en priver.

En matière de financement, nous avons voulu accompagner ce développement des entreprises françaises ici au Pérou et l'Agence française de développement aujourd'hui a décidé d'installer ici son siège, en tout cas pour le Pérou. En deux ans d'activité, cette agence a déjà engagé près de 300 millions d'euros pour soutenir des projets dans les domaines notamment de la croissance verte.

Le Pérou nous a fait confiance. Il n'y avait pas plus beau geste à l'égard de la France et de la France à l'égard du Pérou, que de partager notre technologie dans le domaine spatial. Le fait que

France a regard du Pérou, que de partager notre technologie dans le domaine spatial. Le fait que nous puissions lancer et le plus vite sera le mieux, le Président me l'a rappelé - le satellite d'observation, pourra offrir de nouveaux services et contribuer à l'observation de la planète. Un accord intergouvernemental entre nos deux pays a été signé en 2014, et je veux ici le dire : c'est le satellite le plus performant de toute l'Amérique latine qui va être lancé.

Nous avons voulu aussi mener une coopération en matière d'industrie de la défense, en termes de matériels mais aussi en termes de formation des personnels, d'échanges d'expériences, pour pouvoir là aussi aller vers ce que jusqu'à présent nos deux pays n'avaient pas imaginé et s'engager ensemble dans le domaine de la défense. Là encore, signe de confiance mutuelle, nous avons élargi cette coopération aux titres d'identité sécurisés, c'est-à-dire les passeports biométriques. Là aussi, ce sera un exemple pour le monde entier.

Si nous voulons favoriser les échanges humains dans le contexte que chacun connaît, avec des risques d'insécurité, de trafics voire de terrorisme, nous avons absolument besoin de ces titres qui assurent sécurité et également liberté. Ces passeports biométriques pourront, là encore, être un exemple pour le reste de la région. Dans le domaine des transports, après la construction de la première ligne de métro si c'est la première, cela veut dire qu'il y en aura d'autres où plusieurs entreprises françaises sont intervenues et nous sommes prêts à aller plus loin si des demandes nous sont adressées.

Nous sommes également capables de développer une technologie que l'on croyait réservée aux zones de montagne, mais qui, aujourd'hui, devient une technologie urbaine : ce sont les télécabines que vous avez choisi pour Lima et, là encore, c'est un marché - l'entreprise est ici représentée - de plus de 100 millions d'euros. Puisque vous voulez également lancer des ponts, puisque vous avez l'objectif d'en construire 1.000, nous sommes spécialistes en ponts, de toutes sortes, que ce soient des ponts culturels mais aussi des ponts qui répondent à toutes les conditions technologiques. La France a, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle et peut-être même avant, une expérience tout à fait considérable.

Mais j'ai voulu également emmener dans cette délégation, qui est ici présente et qui va continuer vers l'Argentine et vers l'Uruguay, des petites et moyennes entreprises parce que c'était aussi une demande du Président. Ces petites et moyennes entreprises, qui ont souvent une réticence pour aller vers l'exportation - je sais qu'ici vous veillerez avec vos ministres à permettre leur implantation et leur développement - dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, nous voulons nouer une coopération originale.

Des coopératives sont actives depuis longtemps au Pérou. Vous avez vous aussi, inventé sans doute le microcrédit qui représente 3 % du PNB au Pérou, avec également tout ce que le commerce équitable peut porter de développement. Ici, nous avons signé aussi un accord pour structurer notre partenariat. J'évoquais la Conférence de Paris, que nous devrions appeler la conférence « Lima-Paris », puisque s'il n'y avait pas Lima, il n'y aurait pas eu Paris. Donc nous sommes liés, à la fois les chefs d'Etat, les membres du gouvernement, mais nous sommes liés aussi, nos deux pays, pour être exemplaires en matière de traduction de cet accord, cet agenda des solutions, le plan d'actions Lima-Paris.

Ce plan fédère toutes les initiatives qu'il est possible de construire avec non seulement les gouvernements, mais également les collectivités locales, les organisations non-gouvernementales, ce que l'on appelle la société civile. Il y a une plateforme qui s'appelle NAZCA, et qu'ici on peut comprendre puisque c'était une célèbre ligne qui est presque symbolique de ce que vous voulez faire pour l'humanité. Des initiatives ont donc été lancées après la Conférence de Paris.

Moi-même je me suis rendu en Inde pour porter l'Alliance solaire que le Premier ministre indien MODI avait voulu annoncer à Paris. Dans le cadre de cette Alliance solaire, nous pouvons avec le Pérou développer un certain nombre de sites photovoltaïques de grande envergure. Là encore, l'Agence française de développement est prête à accompagner financièrement ces projets. Je parle du solaire et j'aurais pu parler aussi des énergies marines de l'éolien. Dans tous ces domaines, nous pouvons agir ensemble.

Nous devons aussi le faire avec une conception élevée de l'innovation. Ce que nous attendons de la protection de l'environnement, ce n'est pas simplement une conservation du patrimoine et c'est

une capacité de pouvoir changer de modèle avec des technologies nouvelles que nous sommes également prêts à partager. Le Pérou connaît un développement très important de ses villes, de ses grandes villes, et là encore nos entreprises ici présentes disposent d'un grand savoir-faire en matière d'efficacité énergétique, d'énergie propre, de transport, de traitement des déchets. Je sais qu'avec le gouvernement, mais aussi avec les villes du Pérou, il y aura un certain nombre de perspectives.

Vous vous êtes fixé un bel objectif, Monsieur le Président : un taux de couverture à 100 % en matière d'eau potable et d'assainissement sur la région de Lima et les entreprises françaises sont d'ores et déjà prêtes à répondre à ce défi dans le cadre du programme que vous avez défini.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que j'étais venu ici confirmer. Parfois dans les relations diplomatiques, il y a ce qui relève de l'élégance, de la politesse, de la courtoisie, de la nécessité que la diplomatie parfois exige dans les relations de pays à pays. Et puis, il y a des circonstances et aussi des personnalités qui, à un moment, veulent aller au-delà de ce que nous avons l'habitude de faire dans les rencontres entre chefs d'Etat. Donc, quand le Président HUMALA est venu à Paris en 2012, peu de mois après ma propre élection, nous avons décidé de mener une action durable, de définir une stratégie, de multiplier nos échanges.

Aujourd'hui, presque quatre ans après, nous pouvons mesurer les résultats. Nous pourrions nous arrêter-là, en considérant que l'essentiel est fait. Non, d'autres étapes nous attendent. Le Président a dit -et c'est vrai- : nous sommes dans un contexte économique qui est plus incertain. Mais enfin, il faudra me dire à quel moment nous avons pu connaître un contexte économique dont nous voulions tout connaître et tout espérer. Depuis hélas plus de trente ans, nous vivons avec ces incertitudes. Rien n'est jamais établi, rien n'est jamais connu d'avance. Et lorsqu'une bonne nouvelle apparaît, une mauvaise surgit pratiquement au même instant.

Ce qui à un moment peut apparaître comme une chance devient d'un seul coup un fardeau. Regardez avec les prix du pétrole qui étaient regardés il y a quelques mois comme une façon de soutenir la croissance et qui, aujourd'hui, plongent un certain nombre d'économies dans la difficulté. Alors n'attendons pas, ne cherchons pas ce que les autres peuvent décider à notre place. Faisons en sorte de faire des choix qui correspondent à nos engagements d'abord, et à nos besoins, mais aussi à nos responsabilités. Nous ne devons pas accompagner le monde, nous devons le précéder.

Je veux qu'avec le Pérou et d'une manière générale avec l'Amérique latine, la France soit présente. La France doit être partout présente dans le monde. Je viens de Polynésie française, ce que l'on appelle « le bout du monde » - ce qui est d'ailleurs une curieuse façon de présenter le monde, c'est de penser que le bout est toujours loin de nous £ non, d'une certaine façon, la France hexagonale aussi est au bout du monde. Nous sommes dans le monde et c'est ce monde-là que nous devons véritablement changer. Pour cela, il nous faut avoir des ambitions.

Personne n'avait imaginé, même pas à Lima lorsque il y a eu la COP20, que nous pourrions réussir cet accord à Paris un an plus tard. Il a fallu se battre, il a fallu convaincre, il a fallu mobiliser. C'est cette leçon de volonté, aussi cette leçon de diplomatie que nous voulions donner aujourd'hui à Lima. Merci.